



METTONS FIN À LA PAUVRETÉ INFANTILE AU CANADA

Communiqué de presse

24 novembre 2010

L'éradication de la pauvreté est essentielle pour assurer la reprise économique au Canada

OTTAWA – La reprise économique au Canada repose sur le leadership et la volonté du gouvernement fédéral de rescaper les victimes de la récession et empêcher les Canadiens de sombrer dans une pauvreté encore plus profonde, peut-on lire dans le nouveau rapport de Campagne 2000 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada.

Moins de pauvreté = meilleure santé pour tous et toutes analyse les taux de pauvreté des enfants et des familles au pays et les compare aux chiffres d'il y a vingt et un ans, au moment où le Parlement s'est engagé à l'unanimité à mettre fin à la pauvreté infantile avant l'an 2000. Le rapport révèle que 610 000 enfants (SFR avant impôt 2008) et leurs familles vivaient en situation de pauvreté avant même le début de la récession. Le taux actuel de pauvreté infantile à 9,1 % est légèrement inférieur à celui de 1989, à 11,9 %. Les leçons tirées de récessions antérieures nous font croire que la pauvreté s'aggravera avant une reprise économique complète.

« Le moment est tout indiqué pour nos chefs de gouvernement de manifester leur volonté de travailler ensemble à l'éradication de la pauvreté au cours de la prochaine décennie. On reconnaît de plus en plus ici au Canada et ailleurs au monde que la persistance de la pauvreté est un grave problème de santé qui érode le tissu social des collectivités et illustre en quelque sorte l'effondrement moral de l'intégrité démocratique des nations », a dit Laurel Rothman, Campagne 2000. « Le fait que tous les partis politiques ont appuyé le nouveau rapport *Plan fédéral de réduction de la pauvreté : travailler en partenariat afin de réduire la pauvreté au Canada* déposé la semaine dernière par le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées (HUMA) nous encourage vivement. Dans ce rapport, on recommande au gouvernement fédéral de s'engager à mettre en œuvre un plan d'action pour réduire la pauvreté ainsi que des mesures spécifiques, dont la recommandation de longue date de Campagne 2000 de hausser la prestation pour enfants. On peut y voir un consensus émergent parmi tous les partis sur la nécessité de s'attaquer à la pauvreté en tant que priorité nationale ».

« La pauvreté est un déterminant clé de la santé. L'impact de conditions de vie difficiles durant l'enfance, comme une alimentation inadéquate et un logement surpeuplé ou peu sûr, a des répercussions toute la vie durant. Le Canada peut faire beaucoup mieux qu'actuellement en matière de réduction de pauvreté. Des recherches ont clairement démontré que nous réaliserions des économies substantielles et que nos résultats en matière de santé seraient nettement meilleurs pour tous si nous améliorions le revenu des personnes en situation de pauvreté », a commenté Monique Bégin, professeure émérite, Université d'Ottawa et ex-ministre de la Santé et du Bien-être social du Canada.

« Les programmes d'éducation préscolaire et de garde à l'enfance : services de garde régis, maternelles et prématernelles, concourent à améliorer les déterminants sociaux de la santé, comme le revenu de la famille et le bien-être des enfants pourvu qu'ils sont bien conçus et reçoivent assez de financement », a précisé Christa Jappel, professeure au département d'éducation, Université du Québec à Montréal.

Les principaux constats du rapport, que l'on peut obtenir à www.campaign2000.ca, indiquent qu'il reste beaucoup à faire au Canada pour prévenir et réduire la pauvreté :

- Un enfant sur dix vit encore en situation de pauvreté au Canada. La situation est pire pour les enfants des communautés autochtones : un sur quatre grandit en situation de pauvreté.
- L'emploi n'est pas toujours un moyen sûr d'échapper à la pauvreté : un enfant défavorisé sur trois vit dans une famille où au moins un parent travaille à temps plein toute l'année et près de 400 000 adultes travaillant à temps plein gagnent moins de 10 \$/h.

- La pauvreté infantile persiste au Canada : le taux de pauvreté des enfants et des familles (SFR avant impôt) dépasse dix pour cent dans toutes les provinces.
- L'écart entre riches et pauvres s'accroît : en moyenne, pour chaque dollar dans les poches de familles dans les 10 pour cent plus pauvres, les familles dans les 10 pour cent plus riches en avaient près de treize fois plus (12,66 \$) en 2008.

« Investir des fonds publics pour éradiquer la pauvreté tient la route économiquement. Étant donné la fragilité de la reprise économique et la faiblesse du marché de l'emploi, ce n'est pas le bon moment de couper dans les dépenses publiques », a dit Andrew Jackson, directeur, Politique sociale et économique, Congrès du travail du Canada. « Moins de la moitié des 1,5 million de Canadiennes et Canadiens en chômage reçoivent des prestations d'assurance-emploi aujourd'hui, même si le taux de chômage national est encore à près de 8 pour cent. Les travailleurs dans les collectivités frappées durement par la récession au Canada nous disent que les pertes d'emploi perturbent leurs familles. Les gens ont peur de faire faillite et de se retrouver à l'aide sociale ».

Pour de plus amples renseignements, bien vouloir communiquer avec Laurel Rothman, 416-575-9230 (cell.) ou 416-595-9230, poste 228 ou Liyu Guo, 416-624-1885 (cell.) ou 416-595-9230, poste 244

INFORMATION

Faits saillants du rapport : Moins de pauvreté=meilleure santé pour tous et toutes

- **La pauvreté nuit à la santé des enfants** : les enfants défavorisés sont plus susceptibles d'avoir un faible poids à la naissance, de souffrir d'asthme et de diabète de type 2; les enfants qui vivent dans une famille de travailleurs à faible revenu ont moins de chance d'être couverts par un régime d'assurance médicaments, de soins dentaires et de soins de la vue
- **La pauvreté affecte les personnes différemment** : les enfants dans une famille racialisée, immigrante ou autochtone et les enfants qui ont des incapacités sont plus à risque de vivre en situation de pauvreté, condition qui favorise la persistance des inégalités sociales et économiques.
- **Le Canada ne répond pas aux besoins des familles en matière de logement** : il y a 750 000 personnes au Canada qui vivent dans un logement inabordable, sous les normes ou surpeuplé et la moitié de celles-ci sont des enfants de moins de quinze ans.
- **Le Canada n'a toujours pas de stratégie nationale en matière d'éducation préscolaire et de services de garde à l'enfance** : encore aujourd'hui, il y a suffisamment de places en services de garde régis pour répondre aux besoins de seulement 20 pour cent des enfants âgés de zéro à cinq ans.

Des rapports provinciaux sur la pauvreté des enfants et des familles ont été publiés aujourd'hui en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, en Ontario, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Le rapport de la Saskatchewan sortira le 25 novembre 2010. On peut se procurer tous les rapports sur le site web de Campagne 2000 à www.campaign2000.ca.

Campagne 2000 est une coalition pancanadienne non partisane regroupant 120 partenaires nationaux, provinciaux et communautaires engagés à travailler ensemble pour mettre fin à la pauvreté des enfants et des familles au Canada.

-30-

Pour d'autres commentaires:

National: Laurel Rothman ou Liyu Guo (cf. numéros de téléphone plus haut)

Régional:

Colombie-Britannique. – First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition - Adrienne Montani, 604-873-8437

Alberta – Bill Moore-Kilgannon, Public Interest Alberta 780-420-0471; et John Kolkman, Edmonton Social Planning Council 780.423-2031, poste 350

Saskatchewan – Fiona Douglas, Université de Regina, 306-585-4036

Manitoba – Rhonda Powers, Social Planning Council of Winnipeg, 204-943-2561 ou cell. 204-299-5574

Ontario – Jackie Maund, Campagne 2000 Ontario, 416-595-9230, poste 241 ou cell. 416-318-7440

Nouveau-Brunswick – Kathryn Asher, Human Development Council, 506-636-8540

Nouvelle-Écosse – Lesley Frank, Centre canadien de politiques alternatives, bureau de la Nouvelle-Écosse, 902-582-2483 ou 903-670-3653

Peggy Taillon – Conseil canadien de développement social, cell. 613-769-5499 **porte-parole francophone**